FRC

# AGENDA NATIONAL; 411

Carry Carry

OU

## TABLEAU SUCCINCT

Des objets politiques & civils qui serone traités aux Etats-Généraux; accompagné de Notes & d'Observations.

Ex Omnibus Unum.

M. DCC. LXXXIX.

# - MORTH AR MUSICALI

WY.

are the TOTAL

an engagement in

# AVERTISSEMENT.

J'AI moins eu le projet de mettre au jour mes idees sur les matières exposées dans ce Cahier, que de donner à mes Compatriotes la faculté de classer leurs réflexions sur le grand objet de la félicité publique. Elle doit naître sans doute du concours général; mais, bien souvent, les meilleures pensées se perdent, faute d'un cadre favorable pour les recevoir. C'est pour éviter cet inconvénient que je présente l'Apperçu général des objets politiques & civils qui seront traités aux Etats-Généraux. La division simple que j'ai adoptée m'a fait suivre l'exposé de tout ce qui concerne l'Administration Nationale, & la manière dont les Notes & Observations sont imprimées met le Lecteur

à portée de conserver les siennes, & de rectifier les miennes.

La Vérité est un trésor public envers lequel nous sommes tous comptables. Quelle seroit ma satisfaction, si je pouvois me flatter d'avoir aidé mes Compatriotes à payer cette dette sacrée!

# APPERÇU GÉNÉRAL

Des objets politiques & civils qui seront traités aux Etats-Généraux.

PREMIÈRE CLASSE. L<sub>IBERT</sub>É.

DEUXIÉME CLASSE.
MONARCHIE.

TROISIEME CLASSE.

PROPRIÉTÉ, SURETÉ, CONTRIBUTION.

PREMIÈRE CLASSE.

LIBERTÉ.

Premier Principe.

1. Tout françois naît libre, & doit être maintenu dans cette liberté.

Nota. Les Numéros du Tableau correspondent aux Numéros des Observations.

#### Conséquences de ce Principe.

- 2. Liberté individuelle.
- 3. Liberté de la Presse.
- 4. Liberté épistolaire.
- 5. Lettres de Cachet.
- 6. Milice.

#### Deuxième Principe.

7. Les loix constitutionnelles doivent être faites par la Nation.

#### Conséquences de ce Principe.

- 8. Etats-Généraux.
- 9. Etats Provinciaux.
- ro. Code des loix constitutionnelles.
- 11. Nul impôt fans le consentement de la Nation,

#### DEUXIÉME CLASSE.

#### MONARCHIE.

#### Premier Principe.

12. Le Gouvernement François est Monarchique.

#### Deuxième Principe.

13. La Couronne de France est héréditaire.

#### Troisième Principe.

14. Les Filles sont exclues du Trône.

#### Quatriéme Principe.

15. Le pouvoir exécutif est dans la main du Monarque.

## Conséquences de ce quarriéme Principe.

- 16. Droit de déclarer la guerre, de faire la paix, de contracter des alliances.
- 17. Nomination de Ministres, d'Ambassadeurs.
- 18. Nomination à toutes les places & charges militaires, judiciaires, ecclésiastiques.
- 19. Annoblissements.
- 20. Pouvoir législatif, pour le maintien de la constitution nationale.

#### Extension de ce dernier pouvoir.

- 21. Arrêts de cassation, d'évocation, de surséance, d'octrois, &c. Lettres de grâce.
- 24. Enregistremens forcés.

#### TROISIÉME CLASSE.

### PROPRIÉTÉ, SURETÉ, CONTRIBUTION.

#### PROPRIÉTÉ & SURETÉ.

#### Premier Principe.

23. Tout François ou Etranger régnicole, doir être maintenu dans sa Propriété.

Conséquences de ce Principe.

Loix judiciaires Civiles.

- 24. Comité permanent.
- 25. Ordres, Directions,
- 26. Substitutions.
- 27. Successions vacantes.
- 28. Banqueroutes.
- 29. Ordonnances.

#### Loix judiciaires Criminelles.

- 30. Comité permanent.
- 31. Question, Sellette, Témoins.
- 32. Egalité de peines.
- 33. Jugemens par Jurés.
- 34. Ordonnances.
- 35. Parlemens.
- 36. Bailliages.

- 37. Sénéchaussées.
- 38. Présidiaux.
- 39. Châtelets.
- 40. Priviléges exclusifs.
- 41. Responsabilité des Ministres.
- 42. Informations à ce sujet.
- 43. Capitaineries.
- 44. Gens de main-morte.
- 45. Droit d'aubaine.
- 46. Police.

#### CONTRIBUTION.

#### Deuxième Principe.

47. Tout François ou Etranger régnicole doit contribuer aux charges du Royaume, en proportion de sa Propriété.

Conséquences de ce deuxième Principe.

#### IMPOSITIONS ET DETTE PUBLIQUE.

IMPOSITIONS. Gabelles. Tabac.

rales.

48. Fermes Géné- Domaines d'Occident. Entrées.

Traites.

Excédent éventuel.

49. Recettes générales.

Vingtiémes & sols pour livre.

Taille.

Capitation.

Augmentation sur Paris.

Droits d'Aides sur les boissons.

Droits réservés.

50. Régie générale

Droits sur les ouvrages d'or & d'argent, fabrication de fer, cuirs, cartes, papier, amidon.

Contrôle & infinuation. Droits de greffe & d'hypothéque.

Droit de centiéme denier.

51. Administration Droits de franc-Fief & des Domaines.

de péage.

Vente des bois du Roi. Revenus de ses Do-

maines fonciers.

Droit sur les gens de main-morte.

52. Clergé.

53. Corvées.

Objets divers.

Ferme de Poissy.

Administration des Postes.

Messageries.

Cours des Monnoies.

Régie des poudres.

Loterie Royale, & petites Loteries.

Revenus casuels, & marc d'or.

Droits perçus par les pays d'Etats.

54. Octrois.

Aides de Versailles.

Impositions de la Corse.

Taxe attribuée aux Gardes-Françoises

& Suisses.

Frais de perception.

Contraintes, Saisies.

Impositions particulières pour les For-

55. Observation sur ces divers objets.

Elections.

56. Cours des Aides.

Chambres des Comptes.

57. DETTE PUBLIQUE NATIONALE.

Créances publiques.
Créances particulières.

§ 8. Emprunt national.

Valeur admise dans cet emprunt.

59. Impôts patriotiques.

60. Impôt particulier.

61. CAISSE NATIONALE.

Recettes & dépenses publiques. Remboursement de capitaux. Escompte. Caisses Provinciales.

- 62. Fixation des dépenses de Sa Majesté & de la Famille Royale.
- 63. Fixation des dépenses des différens Départemens.
- 64. Payeurs & Contrôleurs des rentes.
- 65. Compte public des Finances, à rendre annuellement.
- 66. Honneurs publics.
- 67. Récompenses publiques.

# NOTES ET OBSERVATIONS.

# TA THE TANK OF THE STATE OF THE



# NOTES ET OBSERVATIONS. PREMIÈRE CLASSE.

LIBERTÉ.

PREMIER PRINCIPE.

[1]

Tout François naît libre & doit être maintenu dans cette liberté.

Sous la première & sous la plus grande partie de la seconde race, les habitans de la France, soit Francs, soit Gaulois, étoient de condition égale. Les distinctions étoient personnelles. Les Citoyens formoient bien deux classes; mais ils étoient tous du même ordre & supportoient également les charges de l'Etat. Cette égalité ne sut troublée que par la violence de ceux qui usurpèrent les Seigneuries. Il est inutile de s'arrêter davantage sur un principe que l'état actuel de la France dispense de discuter: mais il est bon de le reconnoître, pour détruire quelques prétentions avilissantes, derniers restes de la barbarie séodale.

PREMINER CLAS

The species would be soft for the section of

The manifest of the state of th

#### Liberté individuelle.

C'est aux Etats-Généraux à fixer l'étendue de cette liberté. Doit-on laisser sortir du Royaume, sans passe-port, les Citoyens comptables de leur conduite envers la Nation?

[3]

#### Liberté de la presse.

Cette liberté est essentielle pour le bien général; mais il faut prévoir les cas où un Auteur se rendroit coupable de calomnie envers un membre du Corps social. L'Imprimeur doit êrre astreint à représenter le Manuscrit-original, signé & paraphé par l'Auteur, & à indiquer son domicile.

[4]

#### Liberté épistolaire.

C'est altérer la félicité publique, c'est attaquer les propriétés que de dérober les confidences & de violer les fecrers. Il est aisé d'annéantir cet horrible abus, en

s [a] s [a]

7 27

illimial it a 14

neil vi voca dimenti di cara d

- 100,00

nommant des Commissaires qui seront présens à l'ouverture des boîtes & à la réception & distribution des lettres.

#### [5]

#### Lettres - de - cachet.

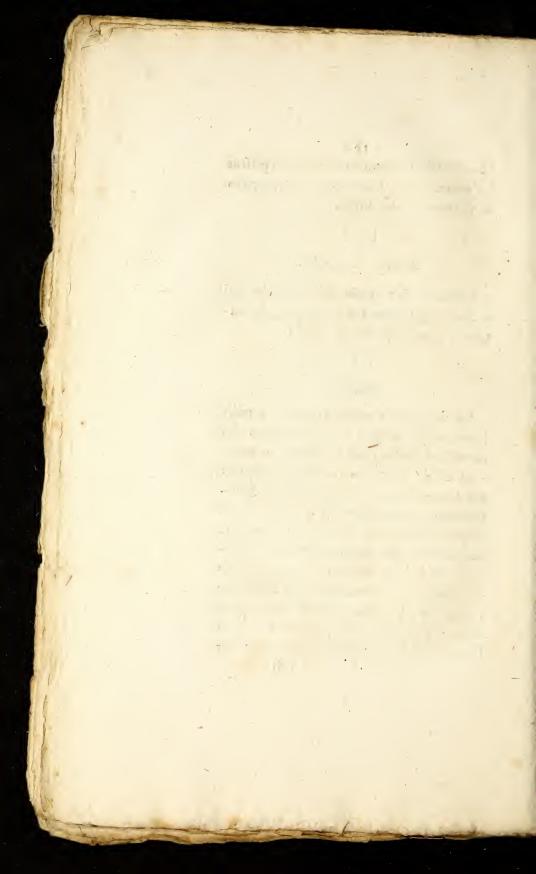
Honneur soit rendu au Souverain qui a bien voulu nous faire connoître son intention paternelle sur cet objet!

#### [6]

#### Milice.

Le tirage de la milice produit dix mille hommes par année, & les habitants des' côtes sont classés pour le service de mer.

Il est de droit que la Nation fournisse des troupes pour sa défense. Si les États-Généraux reconnoissent la nécessité de ce service militaire, la Loi qui y astreindra les Citoyens doit frapper sur tous avec égalité, en laissant toujours la faculté de se saire suppléer; si une imposition représente ce service, la même égalité doit régner dans sa répartition. Dans les deux cas, le Clergé doit fournir, soit en hommes, soit



en argent, sa portion contributoire en raison de sa propriété.

[7]

#### Deuxiéme Principe.

Les Loix constitutionnelles doivent être faites par la Nation.

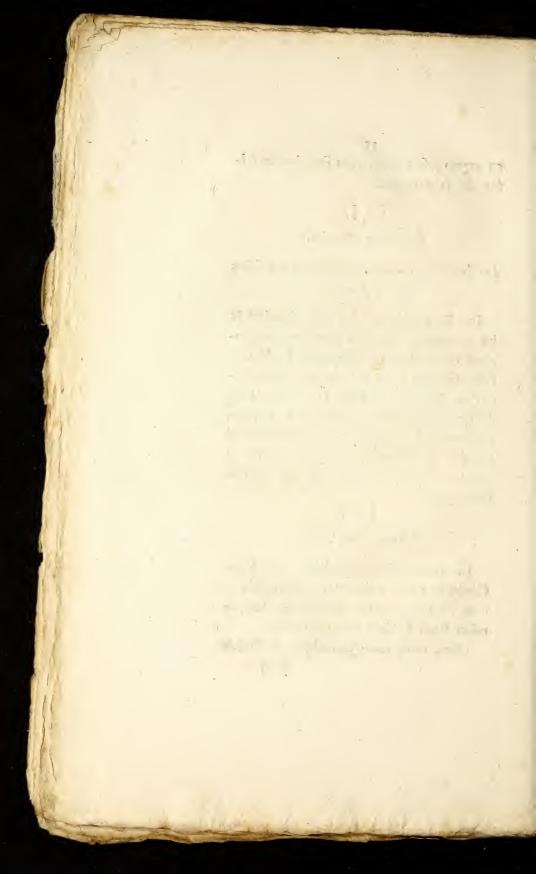
Les Loix saliques, les Loix ripuaires & les capitulaires sont les titres les plus anciens de la légissation Françoise. La Nation s'est assemblée tant de sois pour régler l'état des Eglises, réformer la Justice, saire de nouvelles Loix, consentir des Impôts, conserver les Droits de ses Souverains contre des prétentions étrangères, qu'il est inutile d'appuyer ce principe de citations historiques.

[8]

#### États-Généraux-

La convocation périodique des États-Généraux paroît devoir être déterminée de trois en trois années, enforte que les premiers États feroient tenus en 1792.

Outre cette tenue périodique, Sa Majesté B. říj



assemblera les Etats, lorsqu'elle le jugera nécessaire.

Les Députés doivent être portés au nombre de mille au moins; & ce nombre doit être en raison combinée de la population & de la contribution de chaque Bailliage.

Dans ce nombre de mille, le Clergé enverra deux-cents Députés, la Noblesse trois-cents, & le Tiers-Etat cinq-cents.

Fixer les Droits qu'ont les Bailliages Sénéchaussées & Municipalités pour faire convocation.

[9]

#### États Provinciaux.

Que pourroit-on ajouter aux vues bienfaisantes de Sa Majesté dont le désir est de formet, par le moyen des États Provinciaux, un lien durable entre l'Administration particulière de chaque Province & la Législation générale? Grand & sublime projet! La répartition de l'Impôt sera faite avec justice, la perception avec économie, & le nom du Roi ne sera plus una têtre pour user de rigueur envers les comeribuables.

recording to the state of the s at mental and the second Site has a superior to the the property of the second second and the second of the second the second of the second en - 1 - 1 - 1 (m)

#### [ 10 ]

#### Code constitutionnel.

Toutes les considérations se réunissent pour démontrer la nécessité de former un code de Loix constitutionnelles.

L'incertitude dans laquelle les François ont vécu jusqu'à présent a donné naissance à l'égossme & aux mauvaises mœurs.

Obligée de changer de principes, à chaque mouvement qui se faisoit dans le Ministère, la Nation pouvoit-elle suivre un système régulier & ne devoit-elle pas se ressentir de la mobilité de ses opinions? C'est aux Etats-Généraux à assurer le bonheur de la France par la rédaction d'un Code constitutionnel qui fixera les devoirs & les sonctions des dissérents membres du Corps national.

#### [ 11 ]

Nul Impôt, fans le consentement de la Nation.

Sa Majesté veut ratisser aux États-Généraux la promesse qu'elle a faite de ne mettre aucun Impôt sans le consentement de la Nation.

1

1.11

Williams the Williams

#### DEUXIÉME CLASSE.

MONARCHIE.

[ 12 ]

Premier Principe.

Le Gouvernement François est Monarchique.

[13]

Deuxième Principe.

La Couronne de France est héréditaire.

[ 14 ]

Troisième Principe.

Les Filles sont exclues du Trône.

Ces trois principes n'ont besoin d'aucun développement. » La Couronne de France » (dit Jérôme Bignon) » appartient à l'aîné, » par une loi qui n'est gravée ni sur du » marbre ni sur du cuivre, mais dans le » cœur des François ».

On connoît les prétentions de Jeanne, fille de Louis Hutin, & celles d'Edouard III, Roi d'Angleterre: on se rappelle qu'Isabelle de Bavière voulut faire passer la Couronne

de France à Henri V, Roi d'Angleterre; enfin les fureurs fanatiques de la Ligue ne sont pas encore oubliées. Dans toutes ces circonstances, la Nation resta fidelle aux principes fondamentaux; & les preuves de son attachement pour ses Souverains forment la partie la plus brillante de l'histoire de France.

#### [ 15 16 17 18 19 20 21 ] Quatriéme Principe. .

Le pouvoir exécutif est dans la main du Monarque.

De ce principe dérive le droit qu'ont les Rois de France de déclarer la guerre, & de faire la paix, de contracter des alliances, de nommer des Ministres & des Ambassadeurs, de disposer de toutes les charges & places militaires, judiciaires & ecclésiastiques, d'accorder la Noblesse, & de faire des loix provisoires, pour le maintien de la constitution du Royaume.

Ce dernier article, qui fixe la puissance législative du Souverain au maintien des loix constitutionnelles, a donné lieu à beaucoup d'erreurs de la part de Ministres,

al the death is a second of

ending description of a most of the second o

plus jaloux d'augmenter leur autorité précaire, que glorieux de conserver les loix fondamentales du Royaume.

Ils n'auroient pas ofé proposer au Roi d'attaquer la constitution Françoise en changeant l'ordre de la Succession à la Couronne; mais ils ne faisoient aucune difficulté d'ébranler cette même constitution, en enlevant à un Citoyen François sa liberté, en le dépouillant de sa Propriété, & en forgeant des loix qui n'avoient pour bâses que l'Ambition, l'Avarice & la Vanité. C'est à des passions aussi cruelles que la France doit ce nombre immense de décisions contradictoires, souvent revêtues de formes respectables. Pour éviter, à l'avenir, de pareils maux, Sa Majesté sera suppliée de renoncer à accorder aucun Arrêt de cassation, d'évocation, d'octrois, de surséance, &c., & de ne se réserver que les Lettres de grâce, pouvoir vraiment sublime, qui forme le plus bel appanage des Rois de France.

mining the later and in the same at The Land of the Jell was exactly and the Electric A COLUMN TOWNS AND A STREET OF THE PARTY OF and the Tarent and the section of the surface of the su The state of the s 

#### [ 22 ]

#### Enregistremens forcés.

Les loix provisoires que fera Sa Majesté sur les objets de Législation qui n'auront pas été prévus par les Etats-Généraux, seront envoyées aux Parlemens pour y être enregistrées & ensuire publiées & exécutées. Sa Majesté sera suppliée de renoncer à faire exécuter aucune loi provisoire qui n'auroit pas été revêtue de la formalité de l'enregistrement.

TROISIÉME CLASSE.

PROPRIÉTÉ, SURETÉ, CONTRIBUTION:

PROPRIÉTÉ, SURETÉ.

#### [ 23 ]

#### Premier Principe.

Tout François, ou Etranger régnicole doit être maintenu dans sa Propriété.

Ce principe est reconnu; &, pour en assurer l'exécution, il a été fait des Loix, & créé des Jurisdictions.

Essayons de parcourir les unes & les autres.

although the time. rickey-in the control of Art Mark State of the min a constitution of a

#### Loix Judiciaires Civiles.

[ 24 ]

#### Comité permanent.

En matière civile, les différens cas qui n'auront pas été prévus seront soumis à l'examen d'un Comité permanent, composé de Magistrats choisis par les Etats-Généraux. Sur leurs Rapports, Sa Majesté rendra des Déclarations qui seront enregistrées en Parlement, & qui sormeront des loix provisoires.

#### [ 25 ]

#### Ordres & Directions.

Anéantir les ordres & directions de Créanciers. On fait qu'une direction peut ruiner, le Débiteur & les Créanciers: l'abus est si considérable, que la réforme n'est pas seulement commandée par la Raison, mais par l'Humanité. On pourroit s'en rapporter, pour transiger sur ces sortes d'affaires, savoir à Paris, au Comité que les Etats nommeront pour les affaires civiles; & dans, les Etats Provinciaux, aux Commissions particulières, dont les Membres seront choisis par les dits Etats.

Cij

SW STATES OF SERVICE his to bound a district of the same

# [ 25 ]

#### Substitutions.

Annuller l'Ordonnance des substitutions. Dans un moment où la Nation reprend une existence qui l'ennoblit en la rapprochant de son origine, quoi de plus nuisible que le droit de faire rester des biens immenses dans les mêmes familles, & d'entretenir par ce moyen des distinctions sunesses? D'ailleurs on a souvent éludé l'effet de cetre Ordonnance, en obtenant des Arrêts du Conseil; car ensin tout s'arrangeoit avec des Ministres faciles.

# [ 27 ]

### Successions vacantes.

On est dans l'usage de nommer pour Curateurs aux successions vacantes, des hommes sans existence civile. Des Créanciers se disputent cette nomination, attendût qu'ayant le Curateur à sa disposition, on devient maître de la succession. Il feroit à propos de rendre cette sonction de Curateur honorable, en la consiant à des Citoyens respectables. Ce moyen obvieroit à beaucoup d'abus.

7.9 1 7: 7 The institute Town of the Mast A server of the last small to a distance of the all the but the second and a salustini a larger plant of the sufficiency of the supplemental and the supplementa 85 4 (1) a Landy 1 2 3 1 1 2 1 2 1 3

#### [ 28 ]

#### Banqueroutes.

Les noms des banqueroutiers, au-lieu d'être ensevelis dans l'ombre des Chambres Consulaires, seront exposés dans les places publiques. Puisse cet opprobre éclatant, joint à la suppression des Arrêts de surséance, rappeller les Négocians trop avides, aux principes d'honneur, d'ordre & d'économie qui sont la bâse du Commerce!

### [ 29 ]

#### Ordonnances.

Revoir les Ordonnances; en annuler ou confirmer les articles.

Loix Judiciaires Criminelles.

### [ 30 ]

### Comité permanent.

Etablir, en matière criminelle, un Comité pareil à celui qu'on établira en matières civiles.

### [ 31 ]

Question, Sellette, Témoins.

A l'abolition de la Question, joindre celle C iv 1 1 4 × 100 mg · // // // · tale 1 1 11 70

de la Sellette, & réformer la preuve par Témoins.

# [ 32 ]

# Egalité de peines.

Que les peines soient les mêmes pour tous les Citoyens; n'admettre des distinctions qu'entre les crimes & non entre les criminels.

### [ 33 ].

## Jugements par Jurés.

Nommer, dans chaque Jurisdiction, un nombre de Citoyens de bonne réputation pour faire les informations sur les délits & en faire leur rapport. Que de ce nombre de Citoyens un tiers soit toujours révocable la volonté de l'accusé. Le prononcé de la peine portée par la Loi, réservé aux juges ordinaires.

### [ 34 ]

#### Ordonnances.

Revoir les Ordonnances criminelles; en confirmer ou infirmer les articles.

5-1-1 May Same the same of the same And the state of t and the property of the same and the same an The state of the state of

#### Parlements.

Les Parlements ont été créés par nos Rois pour rendre la Justice; c'est devant eux que sont portés par appel, les Procès jugés dans les Cours inférieures. La prérogative d'enregistrer les Loix a élevé leurs fonctions, & leur a donné le pouvoir de rendre des services essentiels à la Nation-Si le défaut d'une connoissance précise de l'étendue de leurs fonctions a entraîné les Parlements dans quelques erreurs, l'attachement aux Loix fondamentales & l'amour du bien - public ont toujours guidé leur conduite. C'est aux Etats-Généraux à fixer les limites du pouvoir de ces Corps de Magistrature; c'est à eux à les confirmer dans celui de juger en définirif, & à les autoriser à consentir ou refuser l'enregistrement des Loix provisoires, qui leur seront adressées par le Monarque.

[ 36, 37, 38, 39 ]

Bailliages, Sénéchaussées, Châtelets Présidiaux, &c.

Lorsque le Parlement de Paris fut rendu

A and the Symmetry Hall. with the partie of the same I make the desired of the throne

fédentaire, il confondit les plaintes avec les appellations, & dépouilla les Bailliages & Sénéchaussées du pouvoir de rendre des Jugements définitifs.

Les inconvénients immenses, qui sont la suite de l'étendue trop considérable du ressort de plusieurs Parlements, sont désirer la création de quelques Bailliages revêtus du pouvoir de juger en désinitif. Sa Majesté ayant déjà fait connoître ses intentions sur cet objet, les réslexions ne sont point nécessaires: ce sera un nouveau biensait que la Nation devra à son Souverain.

C'est aux Baillis & Sénéchaux qu'appartient le droit de convoquer le ban & l'arrière - ban.

L'examen des Ordonnances & les décisions des Etats-Généraux fixeront les procès du ressort des Châtelets & Présidiaux.

[ 40 ]

### Priviléges exclusifs.

Détruire tous les Priviléges pécuniaires & droits de committimus attachés à des titres, à des charges & à des possessions.

All in the second of the secon the first transfer to 

Les Priviléges exclusifs accordés à quelques compagnies doivent être aussi annulés, sans cependant ôter à ces compagnies la liberté de continuer leurs associations.

#### [ 41, 42 ]

# Responsabilité des Ministres. Informations à ce sujet.

Les Ministres, ayant quelquesois troublé des Citoyens dans leurs propriétés & quelquesois attaqué la propriété du Corps-social par leurs opérations, doivent être responsables de leur conduite devant les Etats-Généraux de la Nation.

Les informations préliminaires feroient faites par les Parlements, fur les plaintes qui leur auroient été portées.

#### [ 43 ]

### Capitaineries.

Il est des actions qu'il suffit d'exposer sans se permettre de réslexions.

Monseigneur le Duc d'Orléans à confenti de s'unir à la Nation pour opérer la suppression des Capitaineries.

COUNTY THE REST OF f t and the same of 

#### [ 44 ]

#### Gens de Moin - morte.

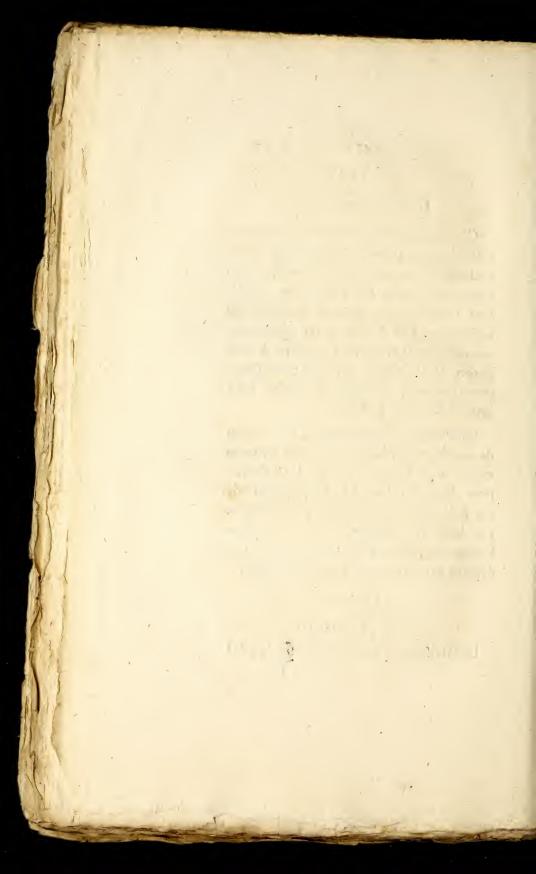
Ce mot a deux sens. Il signifie les Corps Ecclésiastiques & autres Corps qui sont censés toujours les mêmes: Gens aterna in quâ nemo nascitur. Ces sortes de Corps acquièrent toujours & ne vendent jamais. Leurs acquisitions sont sujettes à un droit d'amortissement. On pourroit le porter à deux années de jouissance; en outre, ces Corps pourroient être autorisés à vendre leurs immeubles réels & sictifs.

On entend aussi, par ce mot, les hommes de condition servile, qui sont sujets de corps envers leurs Seigneurs, à qui leurs successions sont dévolues. Les Propriétaires de ces Seigneuries préviendront, sans doute, par leur renonciation à cette coutume barbare, la honte dont les couvriroit une décision particulière des Etats à leur égard.

[ 45 ]

Droit d'Aubaine.

Le Ministre, qui travaille avec tant de zéle à



la régénération de la France, avoit énoncé son vœu sur la suppression de ce droit qui nuit au bien du Royaume: c'est en dire assez. Voilà de ces prérogatives dont les Rois de France ne seront jamais jaloux.

[ 46 ]

#### Police.

La Police de la Ville de Paris mérite une considération particulière.

Ne seroit-il pas très-nécessaire d'autorifer le Comité des Affaires civiles à faire des Réglements sur ce qui concerne les Spectales, notamment ceux où l'on corrompt l'enfance; sur les voitures, les chevaux, l'illumination, la propreté, les impositions à ce relatives, & principalement sur les indemnités dues aux malheureux, estropiés journellement dans cette grande Ville?

[ 47 ]

CONTRIBUTION.

Deuxieme Principe.

Tout François, ou Etranger Regnicole, Dij orth and s

1196 1

All Design of the Control of the Con

doit contribuer aux charges du Royaume; en proportion de sa propriété.

Ce principe, dont la vérité est incontestable, nous conduit à l'examen des dissérentes charges du Royaume, résultant des Impositions & de la Dette publique.

[ 48 ]

## I M P O S I T I O N S.

### Fermes générales.

Les Fermes générales produisent, à-peuprès, cent soixante millions. Dans cette somme les Gabelles & les Traites entrent pour quatre-vingt-quatre millions, le Tabac pour vingt-sept, les Entrées de Paris pour trente, & le Domaine d'Occident environ pour cinq millions. Les bénésices excédants forment les quatorze millions restants.

[ 49 ]

### Recettes générales.

Les Recettes générales fournissent cent quatre-vingt-douze millions sept-cents mille livres, ainsi divisées.

D iij

term, Total in a Way Sales

Deux Vingtiémes & fols pour livre, cinquante-cinq millions.

Taille quatre-vingt-quinze millions.

La Capitation quarante-un millions cinqcents mille livres.

L'Augmentation fur Paris, douze-cents mille livres.

[ 50 ]

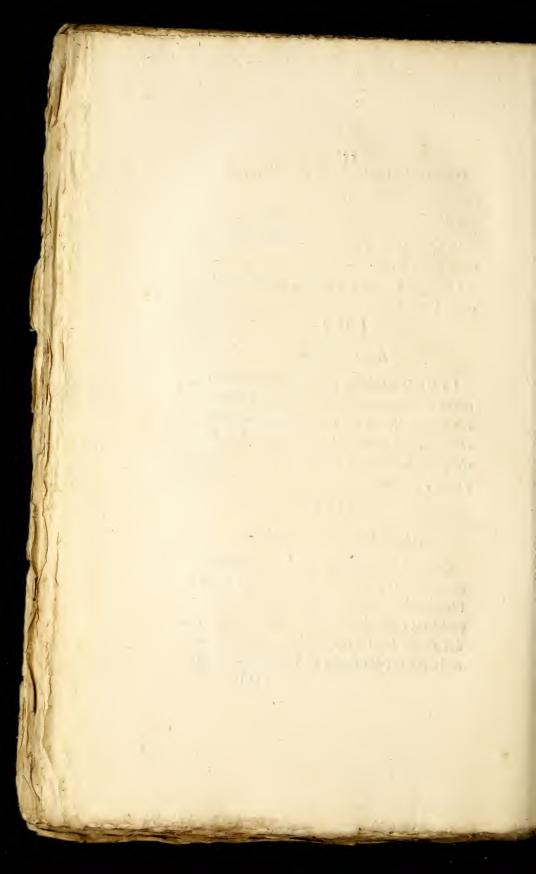
# Régie générale.

La Régie générale produit cinquante-un millions cinq-cents mille livres, réfultants des droits d'Aides sur les boissons, des droits réservés, des droits sur les ouvrages d'or & d'argent, fabrication de fer, cuirs, cartes, papier, amidon, &c.

[51]

# Administration des Domaines.

Cette Administration produit cinquanteun millions, provenants du Contrôle & de l'Insinuation, des droits de Gresse & d'Hypothéque, des droits de Centieme denier, des droits sur les Acquisitions des gens de main-morte, des droits de Franc-Fief & de



Péage, de la vente des bois appartenants au Roi, & du revenu de ses Domaines fonciers.

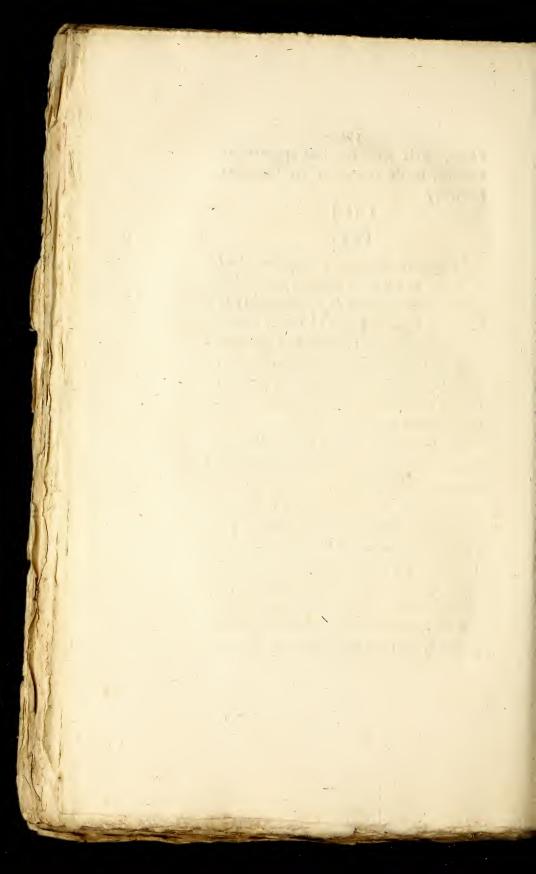
#### [ 52 ]

#### Clergé.

Le Clergé du Royaume est divisé en Clergé de France & Clergé des Pays conquis. Celuici paye les Vingtièmes & la Capitation: le Clergé de France ne paye ni l'un ni l'autre. Les subventions qu'il fournit au Gouvernement sont sous la forme de Dons gratuits. Pour se racheter de la Capitation, en 1710, & pour acquitter ces Dons gratuits, il a saît, en dissérents temps, des emprunts.

Les Impositions établies par le Clergé de France, montoient, en 1784, à dix millions cinquante mille livres.

Cet Ordre a notifié son vœu de contribuer aux charges de l'Etat, dans la proportion de ses propriétés. Ses revenus peuvent monter à cent trente millions. On doit présumer que la tenue des Etats-Généraux sera l'époque d'une résorme dans cet Ordre, Les principaux objets qui fixent l'attention générale, sont la Résidence, les Portions



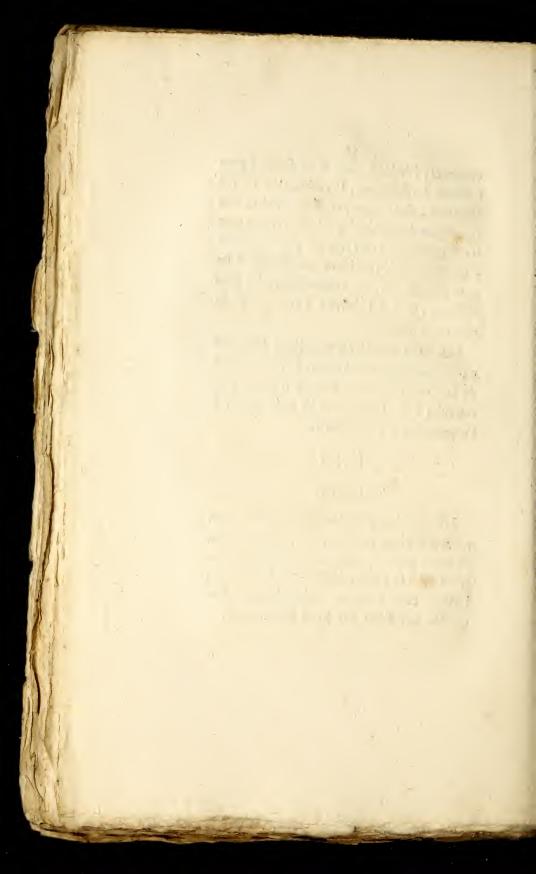
congrues, l'établissement d'un Comité pour conférer les Bénéfices, la cumulation de ces Bénéfices, fixée à un certain revenu, une répartition équitable des Décimes, enfin tous les Réglemens sages qu'on peut attendre d'un Ordre qui, réunissant aux fonctions les plus respectables, les connoissances les plus sublimes, doit à l'Univers l'exemple & la leçon des Vertus.

Les Etats-Généraux prendront sûrement en consideration les Annates & autres droits de la Cour de Rome, Impôts d'autant plus nuisibles à la France, qu'ils contribuent à l'exportation du numéraire.

# [ 53 ]

#### Corvées

L'Imposition représentant la Corvée, peut monter à vingt millions. N'a-t-on pas abusé de cette prestation pécuniaire? A-t-elle toujours été à sa destination? Tout sera réparé, lorsque cette branche d'administration sera consiée aux soins des Etats Provinciaux.



#### [ 54 ]

### Objets divers.

La Ferme de Poissy produit six-cents mille livres.

L'Administration des Postes, dix millions huit-cents mille livres.

Les Messageries, onze-cents mille livres.

Les Cours des Monnoies, cinq-cents foixante mille livres.

La Régie des Poudres, cinq-cents mille livres.

Les Loteries, dix millions.

Les Revenus casuels & le Marc d'or, six millions.

Les Droits perçus par les Pays d'Etat, vingt-quatre à vingt-cinq millions.

Les Octrois des Villes, Hôpitaux & Chambres de Commerce, vingt-sept millions.

Les Aides de Versailles, neuf-cents mille livres.

L'Imposition de la Corse, six-cents mille livres.

La Taxe attribuée aux Gardes Françoises & Suisses, trois-cents mille livres.

RESTRICTION OF THE PARTY OF 0 0 0 100 - The said of the heart of the was a strain of the second BE GIVE I HE SEE

Les Frais de perception montent à cin-

Les Contraintes & Saisies, à huit millions. Et l'Impôt particulier pour les Fortifications, à cinq-cents soixante mille livres.

### [ 55 ]

## Récapitulation & Observations.

Tous les Articles, compris sous les Nos 51 % 54 ne sont pas susceptibles de réforme; il est à présumer que les Etats-Généraux confirmeront les différentes Fermes, Régies & Administrations qui y sont énoncées; qu'ils laisseront subsister les Loteries, à cause des Loteries étrangères; qu'ils conferveront les bénésices de la fabrication de Monnoies, les revenus casuels & le produit du Marc d'or; mais les autres Impositions subiront le sort de celles qui leur sont analogues, & qui sont détaillées sous les numéros 48, 49 & 50.

Le but qu'on s'est proposé, en exposant le produit de ces diverses Contributions, est de démontrer, par leur immensité, combien un système hazardé sur leur supprestion seroit dangereux. Est-il un tableau plus

esta balance of more fundamental ... THE STATE OF T . Fat DESCRIPTION OF THE RESERVE and the same of th 1-170 3 1 2

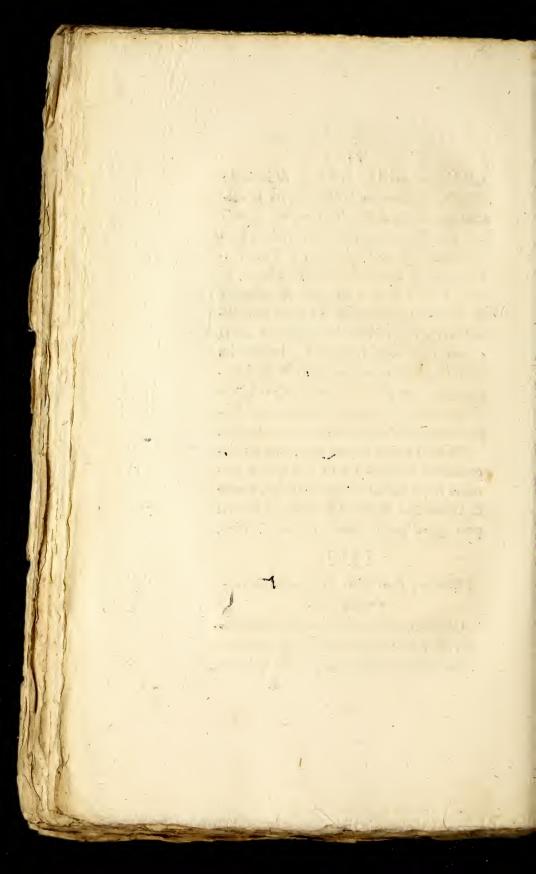
agréable que celui de la France délivrée de l'Impôt défastreux de la Gabelle, de la chicannante doctrine des Traites, ne gémissant plus sous l'inquisition des Aides, sous l'arbitraire de la Capitation, & sous l'injustice de la répartition des Vingtiémes & de la Taille? Mais aussi qu'il est esfrayant de se signifier ce Royaume en proie aux désordres de l'anarchie! Heureusement cette crainte n'est point sondée; &, lorsque les Etats-Généraux annulleront cette soule d'Impôts qui n'ont point été consentis par la Nation, ils établiront, au même instant, une Imposition représentative de ces mêmes Impôts.

Ce parti paroît le plus fage, dans les circonstances actuelles. Ce ne sera qu'à la première tenue des Etats-Généraux, que l'ordre & l'économie auront fait assez de progrès pour qu'on puisse espérer une diminution.

#### [ 56 ]

Elections, Cour des Aides, Chambresdes-Comptes.

Ces différentes Jurisdictions doivent éprouver, dans leurs Réglemens, des modifications, résultantes des changemens qu'éprou-



veront les Impositions & la Comptabilité.

La fixation des honoraires de ces Jurisdictions pourroit être faite par un Comité, du choix des Etats.

## [ 57 ]

### Dette publique nationale.

La Dette publique est composée de Créances publiques & de Créances particulières.

Les Créances publiques sont, 1° les Rentes perpétuelles & viagères, constituées par les Rois de France, & montant à cent cinquante-deux millions environ: on peut en trouver le détail sous le n° 12 de la dépense du Compte rendu en 1788. 2° Les remboursemens & intérêts des sommes qui ont été prêtées à S. M. par voie d'emprunts, de loteries ou d'anticipations. Cet objet ne sera fixé, d'une manière constante, qu'aux Etats-Généraux. 3° Les capitaux & intérêts des Charges qui ont été supprimées, & qui le seront par la suite des opérations.

Les Créances particulières sont, 1° les Pensions accordées par Sa Majesté. Cet objet peut être envisagé sous deux points de vue

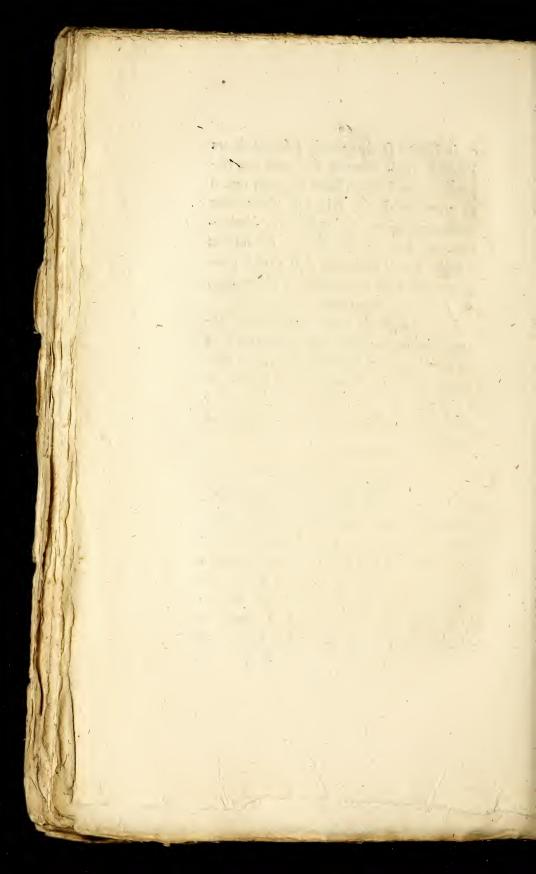
Markey Charles to F = 5 Man deal and the state . 2 7  ou la Nation se chargeta du pasment de ces Pensions, ou le montant sera joint aux dépenses de Sa Majesté. Dans les deux cas, il est très-nécessaire de faire une révision des dissérents brevets, & d'opérer une diminution. 2° Les remboursemens & intérêts d'abjets que le Ministère s'est chargé d'acquitter par suite d'acquisitions, d'échanges, ou d'autres arrangemens.

Les montans de toutes ces Créances seront énoncés dans des états; ils seront fixés & arrêtés par les Etats-Généraux, qui obligeront la Nation Françoise à la garantie & à l'acquit de ces différentes dettes, & y affecteront particulièrement le produit des Impôts.

[ 58 ]

# Emprunt National.

Les Recettes & Dépenses connues, la Nation ouvrira un Emprunt, produisant intérêt à cinq pour cent, & remboursable par voie du sort. On prendra pour comptant, dans cet Emprunt, 1° les capitaux des Quittances de finance des Charges & Offices supprimés; 2° le montant des anticipations; 3° tous les Effets Royaux aux



porteur, sur le pied de leurs capitaux actuels; 4º le montant des Lots résultants des Loteries de 1780 & 1783, dont le tirage sera hâté, ou les Billets pour leur valeur, si l'on renonce au bénésice du sort; 5° les Chances séparées de l'Emprunt de 1785, pour 80 liv. ou le montant des lots attachés à ces Chances, dont on sixera aussi le sort à l'avance.

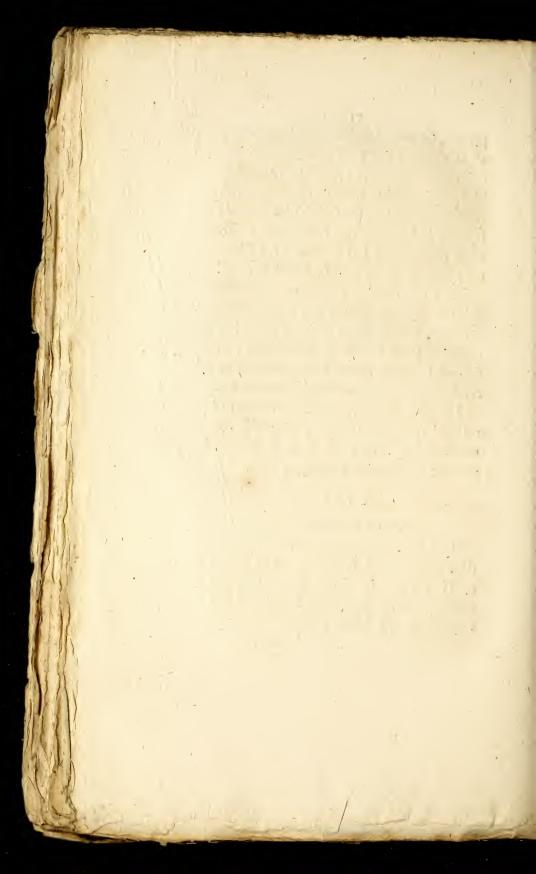
Les Etats-Généraux décideront si l'on doit un dédommagement aux propriétaires des effets de l'Emprunt de cent vingt-cinq millions. Dans le cas de l'affirmative, ils fixeront la valeur que la Reconnoissance de cet Emprunt aura dans l'Emprunt national.

Les Rentes provenantes de l'Emprunt national ne pourront être cédées que par transport, la forme de la reconstitution pouvant donner lieu à quelques abus.

## [ 59 ]

### Impôts patriotiques.

Il est inutile de répéter ici les observations insérées sous l'article 55. Les impôts ou l'impôt que la Nation jugera à propos d'établir doivent représenter le montant des impositions qui seront supprimées, & qui



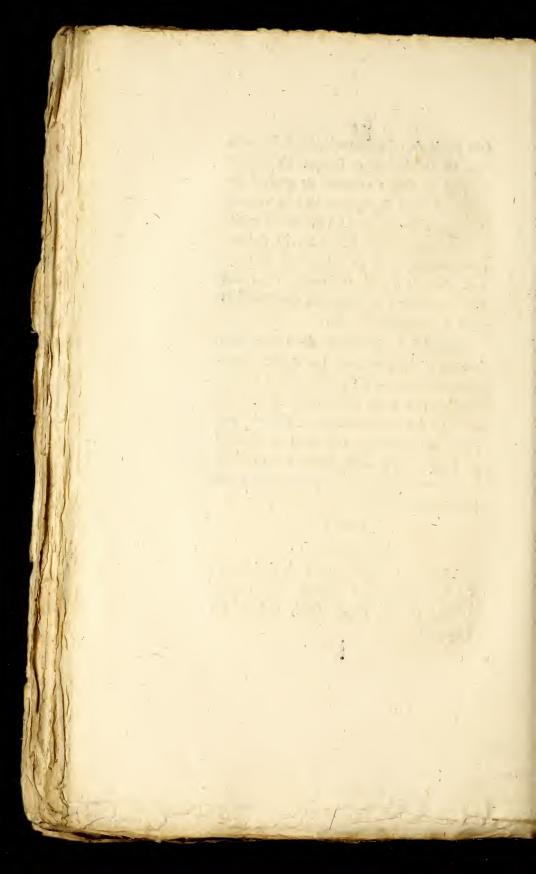
font partie de celles dont le détail se trouve sous les articles 48 & suivans. Ils doivent combler le désicit combiné & graduel des remboursemens & des intérêts; ils doivent n'être accordés que pour un nombre d'années très-sévèrement sixé. En outre, ils doivent produire un sonds de réserve qui sera déposé dans la Caisse nationale, & consé successivement à la garde des Commissaires dont il sera parlé art. 62.

L'emploi de ce fonds de réserve sera indiqué à la prochaine tenue des Etats-Généraux. En cas de guerre ou de besoins imprévus, les Etats Provinciaux pourroient autoriser les Commissaires à délivrer une partie de ce fond de réserve. Il est essentiel de fixer l'ordre dans lequel ces décisions des Etats Provinciaux devront être faites pour devenir légales.

### 60 ]

#### Impôt particulier.

Mettre un impôt, pour Paris seulement, sur les chevaux, les voitures, les laquais. L'objet de cet impôt seroit destiné aux Hopitaux.



## Caisse Nationale.

Etablir un Caisse Nationale. Nommer trente-trois Commissaires généraux qui formeront trois Comités de onze personnes chacun, & qui se succéderont d'année en année, pendant l'espace de tems qui s'écoulera entre deux tenues d'Etats-Généraux.

# Nommer des Suppléans.

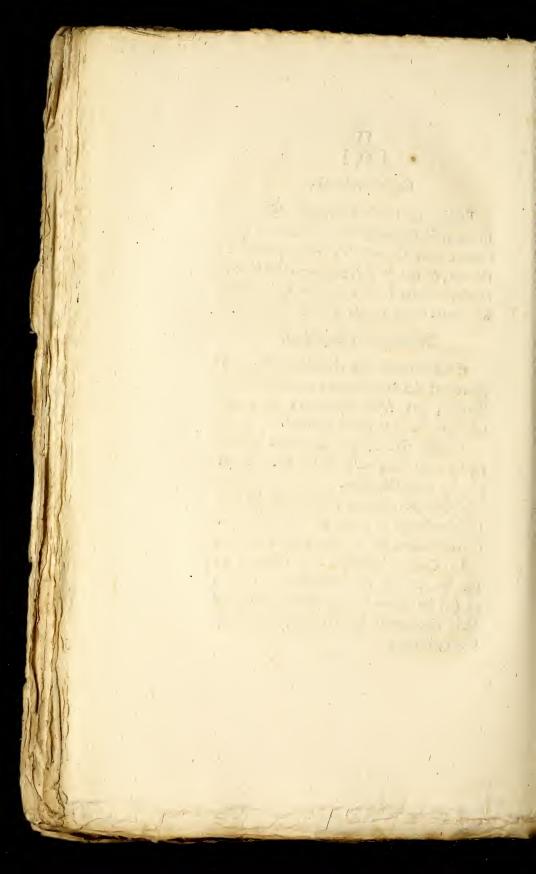
1° Cette Caisse sera chargée des Recettes provenant des Impositions, des Régies, des Fermes, des Administrations, & généralement de tout l'actif national.

2° Elle sera chargée de toutes les dépenses dont les états fixes sui seront remis

par les Etats-Généraux.

3° Elle se chargera d'escompter les lettres-de-change & effets de commerce sous des conditions de la plus grande sévérité.

La Caisse d'escompte, se trouvant en exercice, devient un établissement national; ce qui lui forme une existence respectable & la récompense de sa conduire envers le Gouvernement.



Ordonner que le numéraire, représentant les deux tiers de billets en circulation, soit toujours en caisse & que le dernier tiers y soit en lettres de première valeur.

4º La Caisse nationale pourra former des Caisses provinciales avec lesquelles elle correspondra; ce qui mettra la plus grande simplicité dans la perception des impôts, & établira la plus grande activité dans la circulation du papier & du numéraire.

On voit naître, de cet ordre, l'inutilité & l'extinction de plusieurs charges de Finance. Les capitaux de ces charges ne subiront probablement aucune perte, si les Etats-Généraux consentent à recevoir pour comptant, dans l'emprunt national, le prix des quittances de Finances de ces Offices. On pourroit, pour procéder avec l'équité qui convient à la Nation, indiquer les remboursemens de ces capitaux, à époques peu éloignées, & destiner des fonds à cet objet.

Les intérêts n'influent en rien sur cette opération, puisqu'ils font déja partie des charges publiques.

all the state of t the state of the s and the trade of the second \_ 3000 0000000 

Fixation des dépenses de Sa Majesté & de la Famille Royale.

Ce titre nous rappelle le mot sublime d'un Souverain bien digne de l'amour de son Peuple. « Ah! que font ces dépenses » pour le bonheur!»

[ 63 ]

Fixation des dépenses des différents Départements.

Les Etats de dépense des différents Départements seront arrêtés & fixés par les Etats-Généraux & la Caisse nationale sera chargée de les acquitter.

[ 64 ]

Payeurs des Rentes.

Les Payeurs des rentes paroissent devoir être conservés & devenir les Payeurs des rentes & intérêts de la Nation. Ils pourroient ne traiter qu'avec la Caisse nationale. Les états de dépense fixés font disparoître toutes les entraves & les frais de la comptabilité.

Les Contrôleurs des rentes sont-ils nécessaires? C'est aux Etats à prononcer,

1 1 1 1 And the second s Harris Andrews €.

#### [ 65 ]

## Compte public des Finances.

Tous les ans, il sera rendu, par le Ministre des Finances, un compte général de recette & dépense. Les Etats de situation de la Caisse nationale & de ses Départements seront joints au compte général.

[ 66 ]

### Honneurs publics.

Quel plus beau moment la Nation aurat-elle pour donner à son Souverain des marques de sa reconnoissnce?

Statue votée par la Nation.

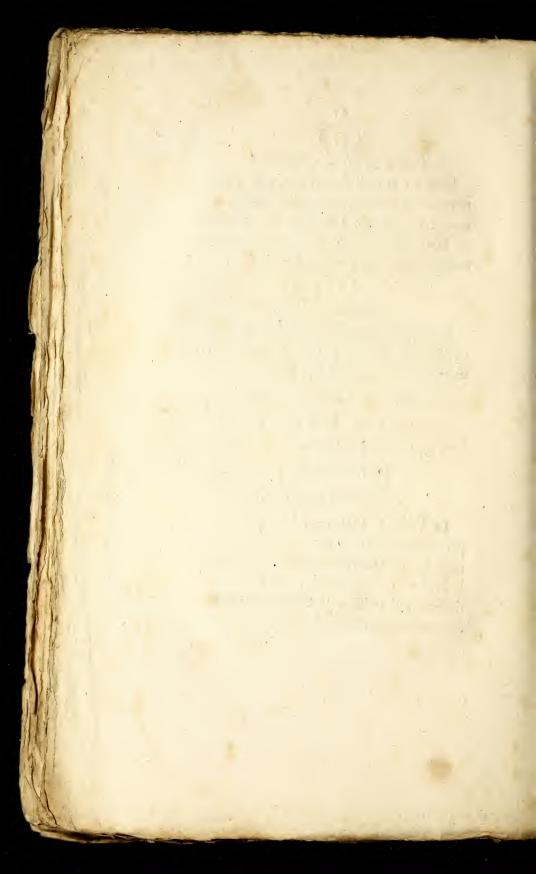
# REGIPROBO.

Don gratuit de la Nation.

[ 67 & dernier ]

## Récompenses publiques.

La Vertu & l'Honneur sont deux prinpes communs aux Etats monarchiques & républicains. Des récompenses décernées par la Nation entretiendroient ces beaux sentiments qui unissent le Citoyen à la Patrie. Peut-on mesurer l'effet de l'enthousiasme du . F



Peuple François lorsqu'il sera surveillé par le Génie national. O toi, Monarque juste & bienfaisant, dont l'âme est vouée à l'amour du bonheur public; puisse ton Peuple t'offrir des hommages dignes de toi! Puisse-t-il honorer à jamais le Souverain qui lui traça, d'une manière sublime, d'aussi grandes leçons de Morale & de Politique.

#### FIN.

#### ERRATA IMPORTANT.

Page 9, ligne 21, Romaines d'Occident, lifez Domaines d'Occident.

M. DCC. LXXXIX.

83

Tellino I or I line to I de come de la come

## TII.

ALLEGAMAN PRESENT

STREET NOW ON THE